

Cahier des charges de l'appel à projets commun CFPPA / PBVB / ARS

24 novembre 2025 – 19 Janvier 2026

Mise en œuvre d'actions de
prévention

de la perte d'autonomie des
personnes âgées vivant à domicile
ou en EHPAD

et d'actions de soutien
aux proches aidants



Sommaire

1 Calendrier et étapes	3
2 Ressources sur la prévention de la perte d'autonomie	4
Des ressources pour documenter les problématiques de santé et les besoins du territoire auxquels répond l'action.....	4
Des ressources pour concevoir ou réaliser une action	5
Des ressources pour objectiver les situations de vulnérabilité	6
3 Contexte et cadre	7
Quel est le rôle de la CFPPA ?	7
Qui compose la CFPPA ?	8
4 L'appel à projets.....	8
Qui peut candidater ?	8
Comment candidater ?	8
Quelles sont les actions financées ?	9
Quel est le public visé ?	10
Quelles dépenses peuvent être financées par la CFPPA ?	10
5 Pièces à joindre	11
6 Critères de sélection et d'éligibilité	11
7 Engagements du porteur si l'action est retenue par la CFPPA.....	13
Transmettre les documents nécessaires à la justification et l'évaluation de l'action.....	15
Indiquer le financement de la CFPPA sur les documents de communication.....	15
Informar la CFPPA de toute modification du projet ou relative à l'association.....	15
8 Pistes de financements alternatifs	16
Les soutiens financiers de la CNSA.....	16
Les soutiens financiers d'acteurs de la prévention.....	17
9 Information sur la protection des données personnelles.....	17

1 Calendrier et étapes

➤ **Publication de l'appel à projet** : à partir du lundi 24 novembre 2025

➤ **Réunions d'information** :

- jeudi 27 novembre 2025 à 10h00 : visioconférence pour présenter le nouveau dossier de candidatures
- vendredi 5 décembre 2025 à 10h00 : visioconférence pour présenter la démarche d'évaluation des projets

➤ **Date limite de réception des candidatures** : Lundi 19 janvier au plus tard à midi

Les dossiers sont à transmettre par mail. Un accusé de réception sera envoyé par mail. En l'absence de cet accusé de réception à compter du 21 janvier 2026, le porteur devra prendre contact par téléphone avec le Conseil Départemental (02 96 77 68 77 ou 02 96 62 80 51) le 22 janvier 2026 à midi au plus tard. Passée cette date, aucune demande ne sera acceptée.

➤ **Sélection des projets** par les membres CFPPA à la suite d'un vote en réunion plénière: Vendredi 20 mars 2026

➤ **Notification** aux porteurs sélectionnés : Juin 2026 par mail et par courrier

➤ **Conventionnement** : Juin 2026

➤ **Versement des crédits**

- le premier versement sera effectué dès la signature de la convention, la bonne réception du bilan débloquera les versements fixés dans la convention.

➤ **Transmission des bilans**

- Au mois d'avril, un bilan de l'année N-1 est attendu. Le modèle de ce bilan N-1 est envoyé par le référent CFPPA et doit être retourné au plus tard le 15 juin 2026.
- Quand l'action est terminée, un bilan de clôture doit être complété (bilan différent du bilan de l'année N-1). Le modèle de ce bilan de clôture est à demander au référent CFPPA et doit être retourné avant la date limite fixée sur la convention financière.

Contact :

ROUSSEAU Annabelle, chargée de mission CFPPA du Conseil départemental des Côtes d'Armor, conferencedesfinanceurs@cotesdramor.fr

2 Ressources sur la prévention de la perte d'autonomie

Des ressources pour documenter les problématiques de santé et les besoins du territoire auxquels répond l'action

Les données pour étayer une action sont à la croisée des savoirs issus des recherches pluridisciplinaires, des expériences des acteurs ressources (CNAM, CNSA, mutuelles, caisses de retraites, associations spécialisées...), des expériences des acteurs de terrain et des bénéficiaires participants.

Ces données quantitatives et qualitatives permettent de décrire la problématique de santé ; expliciter son ampleur sur le territoire concerné ; cerner le public ciblé et pertinent pour cette action ; s'intégrer dans l'offre existante sur le territoire.

Ci-dessous, des ressources qui peuvent utilement être mobilisées pour documenter l'action :

- **Santé Publique France** publie des données épidémiologiques et des études *ad hoc* pour décrire l'état de santé de la population et ses déterminants à travers des dossiers thématiques par région <https://www.santepubliquefrance.fr/regions-et-territoires>.
- Les publications de l'**INSEE** (Institut national de la statistique et des études économiques) et de la **DREES** (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) peuvent être utilement mobilisées.
- Sur la base d'un **diagnostic des besoins des personnes âgées de soixante ans et plus** résidant sur le territoire et d'un **recensement des initiatives locales**, la commission établit un **plan triannuel** définissant des axes prioritaires de financement. Elle définit chaque année un **programme coordonné de financement** des actions de prévention dans le respect des axes prioritaires définis dans le plan triannuel. Ce programme coordonné guide les projets mis en place sur le territoire. Il est disponible sur les sites internet de chaque Conseil départemental.
- **Le Projet régional de santé (PRS)** établi par l'ARS (Agence régionale de santé) pour 5 ans. Il détaille les politiques publiques menées ainsi que des portraits de territoire. Disponible sur les sites internet de chaque ARS, il comporte 3 volets :
 - un Cadre d'orientation stratégique (COS) établi pour 10 ans. Le COS détermine les priorités de la politique régionale en s'appuyant sur les orientations nationales ;
 - un Schéma régional de santé (SRS) établi sur 5 ans sur la base d'une évaluation des besoins sanitaires, sociaux et médico-sociaux. Le SRS détermine des prévisions d'évolution et des objectifs opérationnels ;
 - un Programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS), établi pour 5 ans, il vise à améliorer la santé des publics les plus vulnérables.

- **Le contrat local de santé (CLS)** est un outil porté conjointement par l'ARS et une collectivité territoriale pour réduire les inégalités territoriales et sociales de santé. Il est l'expression des dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires sur le terrain pour mettre en œuvre des actions, au plus près des populations.
- **L'Observatoire interrégime des situations de fragilités** réalisé à partir des bases de données de l'Assurance Maladie et de l'Assurance Retraite du Régime Général, ainsi que des bases de données de la Mutualité Sociale Agricole. Il vise à analyser et visualiser des données statistiques pour identifier les territoires et les populations en situation de fragilité du niveau communal au niveau régional. <https://www.observatoires-fragilites-national.fr/>
- **Les Observatoires régionaux de santé** documentent, à partir de données existantes, l'état de santé des populations à l'échelle régionale et aux multiples déclinaisons infrarégionales à travers différentes dimensions de la santé et de ses déterminants. Disponible sur les sites des ORS de chaque région. <https://www.fnors.org/les-ors/>
- Le **portail Data Autonomie de la CNSA**, et notamment les portraits de territoires, permettent de consulter l'ensemble des données disponibles pour caractériser la politique de l'autonomie sur un territoire : <https://data-autonomie.cnsa.fr/>

Des ressources pour concevoir, réaliser ou évaluer une action

- **Reperprev**, le registre des interventions en prévention et promotion de la santé de Santé publique France : <https://reperprev.santepubliquefrance.fr/exl-php/accueil>
- **La Fédération Promotion Santé** et son réseau présent dans chaque région (à l'exception des Hauts-de-France et de Mayotte) <https://www.federation-promotion-sante.org/>
- **Le Centre de ressources et de preuves (CRP)** dédié à la perte d'autonomie de la CNSA vise à étayer l'action publique en mobilisant et en rendant accessible des conclusions tirées de la recherche (données probantes). Consultez le site de la CNSA, informations thématiques / prévention : [Centre de ressources et de preuves | CNSA.fr](https://www.cnsa.fr/actualites/les-ressources-et-preuves) pour accéder aux différents contenus (inscriptions aux journées thématiques, dossiers thématiques, programmes nationaux...).

Kit 'Évaluer l'impact de son action de prévention'

- Organisme de validation : CNSA
- Objectif : Mesurer l'impact des actions de prévention de la perte d'autonomie
- Public cible : Structures porteuses d'actions de prévention
- Modalités d'utilisation : Outils et grilles thématiques (nutrition, bien-être, etc.)
- Ressource : <https://www.cnsa.fr/actualites/les-ressources-et-preuves>

Des ressources pour objectiver les situations de vulnérabilité

	Grille AGGIR	PATHOS	Référentiel d'évaluation multidimensionnelle (REMD)
Organisme de validation	CNSA	CNSA	CNSA
Objectif	Évaluer le niveau de dépendance des personnes âgées (GIR 1 à 6)	Évaluer les besoins médicaux en EHPAD	Évaluer les besoins des personnes âgées et de leurs aidants
Public cible	Personnes âgées	Personnes âgées en établissement	Personnes âgées et aidants
Modalités d'utilisation	Utilisée dans le cadre de l'APA pour déterminer les besoins d'aide	Complémentaire à AGGIR pour les soins médicaux	Utilisé dans le cadre de l'APA et des évaluations à domicile
Ressource	https://www.cnsa.fr/documentation-et-outils/outils	https://www.cnsa.fr/documentati-on-et-outils/outils	https://www.cnsa.fr/documentati-on-et-outils/outils

	PRISMA-7	Grille SEGA	Outil de repérage des risques de perte d'autonomie
Organisme de validation	HAS	HAS	HAS
Objectif	Repérage rapide de la fragilité chez les personnes âgées	Évaluation simplifiée de la fragilité	Repérer les risques de perte d'autonomie ou son aggravation
Public cible	Personnes âgées	Personnes âgées	Personnes âgées
Modalités d'utilisation	Questionnaire de 7 items, utilisé en soins ambulatoires	Utilisée par les professionnels de santé pour le repérage	Repérer les risques de perte d'autonomie ou son aggravation
Ressource	https://www.has-sante.fr/jcms/c_1602970/fr/comment-reperer-la-fragilite-en-soins-ambulatoires	https://www.has-sante.fr/jcms/c_1602970/fr/comment-reperer-la-fragilite-en-soins-ambulatoires	https://www.has-sante.fr/jcms/c_2835142/fr/l-outil-de-reperage-des-risques-de-perte-d-autonomie-ou-de-son-aggravation

	ICOPE (Integrated Care for Older People)	Isolentomètre	Violentomètre
Organisme de validation	OMS	Centre social Atelier du 5 Bis de Dinan avec le soutien de la CARSAT Bretagne	Centre Ressource Intimagir Bretagne avec le soutien de l'ARS Bretagne
Objectif	Évaluer la capacité intrinsèque : mobilité, mémoire, nutrition, etc.	Identifier les situations d'isolement ; Identifier et orienter les seniors en situation d'isolement	Favoriser la prise de conscience et le repérage des violences, quel que soit le type de relation (familiale, professionnelle ou avec un·e proche aidant·e, etc.)
Public cible	Personnes âgées	Personnes âgées	Personnes âgées, en situation de handicap, professionnels...
Modalités d'utilisation	Programme en 5 étapes : dépistage, évaluation, plan de soins, suivi, implication des collectivités	Se situer sur l'échelle en fonction des critères ; Contacter les numéros utiles en cas de besoin	Se situer sur l'échelle en fonction des critères ; Contacter les numéros utiles en cas de besoin
Ressource	https://maillage92.sante-idf.fr/accueil/les-dac-du-92/dac-hauts-de-seine-nord-1/reperage-de-la-fragilite.html	https://www.dinan.fr/wp-content/uploads/2025/03/ISOL-ENTOMETRE-modif-fevrier2025-VERSION-IMPRIMABLE.pdf	Ressource : Site internet Intimagir

3 Contexte et cadre

Quel est le rôle de la CFPPA ?

La part des personnes âgées de 60 ans ou plus pourrait atteindre 32 % de la population en France métropolitaine en 2035, alors qu'elle était de 22 % en 2007 d'après [l'étude de Nathalie Blanpain, Olivier Chardon, division Enquêtes et études démographiques, Insee](#). Ainsi, face au vieillissement de la population, la loi d'adaptation de la société au vieillissement (loi ASV) du 28 décembre 2015 institue les CFPPA et apporte des évolutions importantes sur la politique de prévention de la perte d'autonomie avec 3 objectifs déterminants :

- préserver l'autonomie de chacun durant toute la vie,
- prévenir les pertes d'autonomie évitables,
- éviter l'aggravation des situations déjà caractérisées par une incapacité.

[L'article L. 149-11 de la loi du 8 avril 2024](#) portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie cadre la Commission des financeurs, précise les membres et les 6 axes de travail.

Les 6 axes de travail de la CFPPA	
Axe 1	Amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 2	Attribution d'un forfait autonomie par le conseil départemental aux résidences autonomie via un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM)
Axe 3	Coordination et appui des actions de prévention mises en œuvre par les services autonomie à domicile (SAD) - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 4	Soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 5	Développement d'autres actions collectives de prévention - Concerné par le présent cahier des charges
Axe 6	Développement d'actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées - Concerné par le présent cahier des charges

Les objectifs de la CFPPA sont de coordonner dans chaque département les actions et leurs financements.

Sa mission est d'identifier les besoins, les publics et les territoires à soutenir et d'élaborer un programme coordonné pluriannuel de financement des actions de prévention.

Le financement de la CFPPA repose sur :

- les deux concours de la CNSA : « Autres actions collectives de prévention » et « Forfait autonomie » dont sont destinataires les départements

- les contributions des membres de droit financeurs : Conseil départemental (CD), CARSAT (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail), ARS, Interrégime et autres financeurs.

Qui compose la CFPPA ?

La commission des financeurs est présidée par

- le président du Conseil départemental (ou de la Métropole) ;
- le directeur général de l'Agence régionale de santé ou son représentant en assure la vice-présidence.

Au sein de la commission siègent des représentants :

- des régimes de base d'assurance vieillesse et d'assurance maladie (CPAM, CNAV en Île-de-France et pour les outre-mer Caisses générales de sécurité sociale (CGSS), CARSAT, MSA) ;
- de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) à travers ses délégations locales ;
- des fédérations des institutions de retraite complémentaire et des organismes régis par le code de la mutualité (Agirc-Arrco, Mutualité Française).

La composition de la commission peut être élargie, en fonction des partenariats locaux, à toute autre personne physique ou morale concernée par les politiques de prévention de la perte d'autonomie, notamment des communes ou EPCI volontaires.

4 L'appel à projets

Comment candidater ?

Les candidatures sont à envoyer le 19 janvier 2026 à midi au plus tard. Les dossiers sont envoyés par mail à : **Conferencedesfinanceurs@cotesdarmor.fr**.

Un accusé de réception sera envoyé par mail (cf p. 3 « envoi des candidatures »).

La construction du nom du fichier numérique présentant le projet doit être intitulé de la manière suivante (TRES IMPORTANT):

« nom de la structure_titre du projet_CFPPA2026 »

Qui peut candidater ?

Tout organisme de droit privé ou public **à but non lucratif** peut candidater.

À NOTER : les actions proposées à la CFPPA dans le cadre de cet appel à projet, qui repose notamment sur le concours « autres actions collectives de prévention », ne peuvent pas être portées par des résidences autonomes qui bénéficient de financements spécifiques de la CNSA (concours « forfait autonomie »). Néanmoins, une personne vivant en résidence autonomie peut participer à une action qui se déroule à l'extérieur à la résidence (cf. question ci-dessous « Quel est le public visé par les actions ? »).

Quelles sont les actions financées ?

Les actions financées doivent se dérouler sur l'année 2026 et peuvent aller jusqu'à décembre 2029.

Le présent cahier des charges concerne les axes suivants :

- **Axe 1 : amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles**
 - Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus
 - Périmètre : l'amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles peut être favorisée par des dispositifs ou actions d'information, de sensibilisation ou de conseil ou encore par l'aide au financement individuel d'aides techniques afin de prévenir ou compenser une limitation d'activité. L'objectif est de favoriser le soutien à domicile, notamment par la promotion de modes innovants d'achat et de mise à disposition. Ces financements n'ont toutefois pas vocation à se substituer au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.
- **Axe 3 : coordination et appui des actions de prévention mises en œuvre par les services autonomie à domicile (SAD)**
 - Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus
 - Périmètre : les actions de prévention mises en place par les SAD sont individuelles ou collectives, elles visent à informer, à sensibiliser ou à modifier des comportements individuels, en vue d'éviter, de limiter ou de retarder la perte d'autonomie des personnes de 60 ans et plus. Elles peuvent également viser à identifier les personnes destinataires de ces actions.
- **Axe 4 : soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie**
 - Public ciblé : les aidants des personnes de 60 ans et plus
 - Périmètre : les actions d'accompagnement des proches aidants ont pour objectif l'information, la formation, le soutien psychosocial collectif et individuel et les actions de « prévention santé » ou de « bien-être ». Un certain nombre d'actions à destination des aidants sont exclues, cf. les critères de sélection et d'éligibilités.
- **Axe 5 : développement d'autres actions collectives de prévention**
 - Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus, les binômes composés de personnes de 60 ans et plus et de leurs aidants

- Périmètre : les actions collectives de prévention favorisant l'adoption durable de comportements favorables à la santé et l'autonomie des personnes sont prioritairement soutenues par la CFPPA. Ces actions doivent tout particulièrement contribuer à lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention spécifique aux publics en situation de vulnérabilité.
 - Thématiques prioritaires : les CFPPA doivent prioritairement soutenir les actions qui ciblent les fonctions essentielles au vieillissement en bonne santé, à savoir l'alimentation, l'activité physique, la santé mentale, la santé cognitive, la santé visuelle et la santé auditive.
- **Axe 6 : développement d'actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées**
 - Public ciblé : les personnes de 60 ans et plus, vivant à domicile, en EHPAD ou en habitat intermédiaire
 - Périmètre : les actions individuelles (hors SAD) qui contribuent à la lutte contre l'isolement, la formation des bénévoles et des professionnels en matière de lutte contre l'isolement, les dispositifs d'aller-vers et ramener-vers qui ciblent les publics isolés, les actions de coordination territoriale et d'ingénierie en matière de lutte contre l'isolement, les actions de communication et de sensibilisation, notamment à l'identification des situations d'isolement.

Quel est le public visé ?

- **Les personnes âgées de 60 ans et plus**, éligibles ou non à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), qui vivent à domicile ou en établissement, qu'il soit public ou privé. Les actions portées par les EHPAD, à destination de leurs résidents pourront être ouvertes aux personnes âgées de plus de 60 ans résidant à domicile.
- **Les proches aidants** des personnes âgées de 60 ans et plus.

Quelles dépenses peuvent être financées par la CFPPA ?

Les actions proposées à la CFPPA peuvent solliciter un financement :

- pour un an (mais devant débuter en 2026);
- ou pour plusieurs exercices (mais devant débuter en 2026).

La CFPPA finance les dépenses de fonctionnement et d'exploitation liées au déploiement de l'action. Elle n'a pas vocation à financer des dépenses pérennes de fonctionnement de la structure, et n'est pas destinée à couvrir des dépenses d'investissement (coût de structure du porteur, dépenses de matériels non liés à la bonne tenue de l'action...).

5 Pièces à joindre

Les éléments cochés sont à joindre au dossier :

- ☒ Les CV ou toute pièce pouvant justifier de la qualification des intervenants qui interviennent dans la mise en œuvre du projet
- ☒ Les preuves d'engagement des partenaires si le porteur en dispose
- ☒ Le relevé d'identité bancaire
- ☒ Les statuts et la liste des dirigeants de l'organisme
- ☒ Les comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes des associations soumises à certaines obligations comptables (par exemple parce que le montant total des dons et/ou des subventions au cours de l'exercice atteint 153 000 €) sont publiés au Journal Officiel : <http://www.journal-officiel.gouv.fr/association/index.php>

En l'absence de disposition légale ou réglementaire obligeant une association à assurer la publicité de ses comptes annuels, elle fournit ses états financiers approuvés du dernier exercice clos à défaut des comptes annuels qu'elle est tenue d'établir en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

6 Critères de sélection et d'éligibilité

Le déploiement d'un appel à projets commun annuel CFPPA - Agence Régionale de Santé – Pour Bien Vieillir Bretagne est un outil de cette stratégie de prévention, avec une vigilance sur la couverture territoriale équitable, et une volonté d'aller vers les publics les plus vulnérables face à la perte d'autonomie (personnes isolées, précaires, peu mobiles...).

Chaque financeur a son fonctionnement, ses thématiques prioritaires et son modèle de convention.

Pour vous, pas de complexité :

Vous utilisez le même dossier de candidature et le même calendrier. Vous signez une convention de financement avec l'un des 3 membres de cet AAP commun, et percevez une subvention que vous utilisez pour déployer votre action selon la durée fixée dans la convention financière. Vous transmettez un bilan à votre interlocuteur financeur dès que votre action est finalisée.

La CFPPA portera une attention particulière :

- **aux actions de prévention qui favorisent l'adoption durable de comportements favorables à la santé** et qui contribuent à lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention spécifique aux publics en situation de vulnérabilité ;
- **aux actions qui s'appuient sur les référentiels nationaux ou régionaux existants** (cf. partie 3. Ressources sur la prévention de la perte d'autonomie) et sur des programmes ayant fait la preuve de leur efficacité ;

- **aux actions incluant dès leur conception une démarche d'évaluation** qui intègre notamment l'impact sur les bénéficiaires (tout particulièrement pour les demandes de financement pluriannuel) ;
- **aux actions qui garantissent une gratuité ou un faible reste à charge** pour les bénéficiaires afin de garantir une accessibilité des actions proposées.

Sont éligibles :

- les actions qui ont dûment complété et transmis le dossier et les pièces-jointes demandées avant la date butoir et ont respecté le présent cahier des charges ;
- les actions qui sollicitent plusieurs financeurs, le budget prévisionnel déposé et l'intitulé de l'action doivent être identiques à l'ensemble des co-financeurs ;
- les actions qui seront menées dans le territoire émetteur du cahier des charges.

Ne sont pas éligibles :

- les actions ne respectant pas le présent cahier des charges ;
- les actions valorisant dans leur budget des coûts de fonctionnement pérennes de la structure porteuse du projet et d'investissement ;
- les actions destinées aux professionnels de l'aide à domicile ;
- les actions achevées lors de la soumission du dossier ne peuvent faire l'objet d'un financement rétroactif et donc l'objet d'une demande.
- les actions relevant du champ d'une autre section du budget de la CNSA (fonctionnement des établissements ou services médico-sociaux pour personnes âgées ou handicapées ; aides directes aux personnes, renforcement de la professionnalisation...).
- en ce qui concerne les actions à destination des proches aidants qui visent à les informer, à les former et à leur apporter un soutien psychosocial, ne peuvent être financées :
 - les dispositifs relevant de l'accueil temporaire (accueil de jour/hébergement temporaire) ou du répit en séjours de vacances organisés pour l'aidant et son proche (type village répit familles) ;
 - l'animation de réseaux des acteurs de l'aide aux aidants, notamment sous la forme de plateformes territoriales d'aide aux aidants animées par les maisons de l'autonomie avec leurs partenaires ou sous la forme de groupements de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS) ;
 - les dispositifs relevant du relaying/baluchonnage (dispositif de répit, notamment à domicile) (APA 2) ;
 - les dispositifs de conciliation vie familiale / vie professionnelle qui sont portés et financés par les entreprises ;
 - les programmes d'éducation thérapeutique, qui sont portés et financés par l'assurance maladie ;
 - les dispositifs de vie sociale et de loisirs de type journées-rencontres conviviales et festives, les sorties culturelles pour les couples aidants-aidés ou proches aidants ;
 - les actions de médiation familiale ;
 - les actions de formation mixtes professionnels / proches aidants et les actions de formation des professionnels SAD pour le repérage des aidants en situation de fragilité.

► Pour les ateliers inter-régimes :

Les opérateurs d'ateliers répondant aux référentiels de l'association Pour Bien Vieillir Bretagne s'engagent à :

- s'appuyer sur les référentiels de bonnes pratiques mis à disposition sur le site <https://www.pourbienvieillir.fr/publications-professionnelles>;
- participer aux instances d'information et de coordination du déploiement des actions de Pour Bien Vieillir Bretagne en partenariat avec le département et l'ARS ;
- produire une évaluation en se référant aux questionnaires inclus dans les référentiels et saisir les éléments d'évaluation dans l'outil WebReport. Cette évaluation sera réalisée en 2 temps : en début de cycle, et en fin de cycle.
- à transmettre les bilans définitifs à la clôture de l'action ;
- à respecter les lieux de planification d'actions, tels que décidés lors des coordinations départementales, notamment en tenant compte des territoires fragilisés ;
- à utiliser les outils et les supports de communication fournis par Pour Bien Vieillir Bretagne.

Par ailleurs, les ateliers PBVB devront prendre en compte les éléments suivants :

- Favoriser l'implication des retraités, le partage de leurs connaissances et la co-construction des contenus avec ce public cible qui a des savoirs à échanger, veut se sentir utile et être acteur lors des ateliers
- Développer les liens, favoriser les rencontres, les échanges entre participants et pousser la convivialité, pendant et après les ateliers pour des personnes qui souhaitent en priorité rencontrer du monde lorsqu'ils participent aux actions de prévention
- Favoriser la mise en application des apprentissages par la pratique, par des intermèdes ludiques ou en mixant des thématiques
- Développer des thématiques sur le 'bien vivre' pour les jeunes retraités qui ne se sentent pas concernés par le 'bien vieillir'
- Développer une offre spécifique pour le public isolé, précaire, fragile, qui a besoin d'être accompagné individuellement (transport) et rassuré (par des tiers de confiance) avec une offre qui lui correspond.

Quelques exemples concrets de mise en application de ces axes, issus d'ateliers de créativité avec les retraités :

- Intégrer des temps d'expression lors des ateliers pour que les participants partagent leurs expériences et pour rendre les ateliers vivants
- Organiser des temps conviviaux hors les murs pour ne pas avoir des ateliers statiques (ex : marche en début d'atelier)
- Favoriser les apprentissages par la pratique
- Favoriser le partage des activités du territoire via l'invitation de professionnels et séances d'initiation (ex : prof de yoga / pilates, office de retraités, bénévolat, numérique, 1ers secours...) ainsi que le partage des activités / passions des participants en favorisant la pratique

- Réalisation de défis à domicile entre les séances pour valider les acquis
- Proposer une sortie conviviale en fin d'atelier, au choix des participants. Ex : visite du patrimoine local, d'un musée, d'une exposition, ou de la commune

Les projets déposés pour les ateliers Mémoire et Nutrition devront intégrer au minimum une de ces mises en pratique pour être financés par l'association inter-régime Pour Bien Vieillir Bretagne.

Les projets déposés pour les ateliers Bienvenue à la Retraite doivent respecter le format du référentiel rénové en 2022.

Ils doivent intégrer des méthodes pédagogiques innovantes inspirées des enseignements des sciences comportementales pour favoriser la compréhension et l'apprentissage des participants basées sur les retours d'expériences, l'apport d'intervenants extérieurs et l'immersion dans les activités promues pour être financés.

📌 Pour les projets accompagnés par l'ARS :

Les priorités de l'ARS cibleront des actions répondant aux objectifs du plan antichute, et plus particulièrement :

- Le développement de l'offre d'activité physique adaptée, qui doit permettre la mise en place de séances régulières sur une durée d'au moins 12 semaines consécutives
- L'expérimentation « d'un panier de soins » prévention des chutes, qui prévoit l'intervention de 3 professionnels de manière coordonnée pour la prise en charge des personnes âgées à haut risque de chute ; ces 3 professionnels sont un intervenant en activité physique adaptée, un diététicien et un ergothérapeute. Le panier de soins sera déclenché par un médecin suite à une évaluation préalable de la personne à risque de chute (cf circulaire pour précisions sur les modalités d'évaluation).
- Le repérage des fragilités chez la personne âgée, avec des actions qui viseront à :
 - o Mettre en place des actions combinant des ateliers de sensibilisation et de formation des professionnels, de l'accompagnement et du soin, au repérage des différentes formes de fragilités chez la personne âgée (PA),
 - o Développer les compétences et connaissances (participation à une bonne coordination des parcours en santé) de ces professionnels pour leur permettre d'agir dans l'orientation des PA vers la bonne ressource capable d'évaluer la fragilité identifiée
 - o Proposer des actions de sensibilisation/information des PA et de leurs aidants sur l'intérêt de repérer les fragilités, pour les maintenir dans leur autonomie, lors de l'évaluation, ou de l'améliorer.

7 Engagements du porteur si l'action est retenue par la CFPPA

Transmettre les documents nécessaires à la justification et l'évaluation de l'action

- **Pour avril de l'année N : les données de l'année N-1 collectées au niveau national par la CNSA** sont à fournir par action financée (exemple : les données concernant une action qui se déroule en 2026 doivent être transmises pour avril 2027).
- **Pour les projets pluriannuels**
 - La bonne réception chaque année des bilans débloquera les versements fixés dans la convention.
 - À la fin de l'action, il sera demandé un bilan global contenant le budget consolidé, c'est-à-dire les comptes-rendus financiers de tous les exercices, ainsi qu'un bilan opérationnel précisant notamment l'impact de l'action et la plus-value du financement pluriannuel pour l'action.

Indiquer le financement de la CFPPA sur les documents de communication

Sur la communication à destination des bénéficiaires potentiels pour promouvoir l'action (flyer, livret d'accompagnement...) le porteur devra apposer le logo de la CFPPA et celui du Service public de l'autonomie.



Sur la communication à destination des partenaires et financeurs pour promouvoir les activités du porteur (site internet, rapport d'activité, brochure...) le porteur devra apposer le logo de la CFPPA des Côtes d'Armor.



Informar la CFPPA de toute modification du projet ou relative à l'association

Le porteur s'engage à informer immédiatement la CFPPA :

- Si une action n'est pas mise en œuvre comme prévu lors du dépôt de dossier. Le cas échéant, la CFPPA se réserve le droit de retirer la subvention selon des modalités définies par elle.
- Si l'association effectue des modifications des statuts, des membres du bureau et du conseil d'administration

8 Pistes de financements alternatifs

Les soutiens financiers de la CNSA

- **Les appels à projets, manifestations d'intérêt et candidatures de la CNSA** sont disponibles sur le site : <https://www.cnsa.fr/> à la rubrique « Appels à projets »
- **La subvention directe d'actions innovantes.** La CNSA accorde, via appels à projets, des subventions à des porteurs (gestionnaires d'établissements et services, associations, financeurs territoriaux, hôpitaux, MDPH...) présentant des projets d'actions innovantes qui :
 - visent à améliorer la connaissance des situations de perte d'autonomie et leurs conséquences ;
 - visent à expérimenter de nouveaux dispositifs et de nouvelles actions ou méthodes permettant d'améliorer l'accompagnement des personnes ;
 - ne peuvent pas être financés dans le cadre d'appels à projets de recherche.
- **La subvention directe thématique.** La CNSA lance des appels à projets d'actions innovantes thématiques pour susciter des initiatives complémentaires sur un thème donné. Des séminaires permettent ensuite aux porteurs de partager leurs approches et de s'enrichir des résultats des autres projets.
- **Les appels à projets de recherche.** Avec des partenaires tels que l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Institut pour la recherche en santé publique (IReSP) ou la Fondation maladies rares, la CNSA finance des appels à projets de recherche. Les objets de ces appels à projets se diversifient et touchent des disciplines de plus en plus variées.
- **Soutien aux proches aidants.** Dans le cadre d'une convention entre le Conseil départemental et la CNSA au titre de son budget d'intervention, les actions suivantes peuvent être financées :
 - cofinancement des actions collectives d'accompagnement des proches aidants de personnes en situation de handicap : sensibilisation/information, formations, groupes de parole, commissions, en présentiel et en distanciel ;
 - actions servant à la construction, à la mise en œuvre et à l'évaluation de stratégies locales.

- **L'accélérateur VIVA Lab.** En partenariat avec la MSA, l'Agirc-Arrco, France Active et la Banque des Territoires, l'Assurance retraite a créé l'accélérateur VIVA Lab afin de soutenir l'innovation dans le champ de la prévention et du vieillissement actif et en santé. Cet accélérateur repère et accompagne des solutions servicielles, technologiques ou organisationnelles à fort potentiel et ayant réussi leur preuve de concept (validation de la faisabilité, de l'existence d'un marché...). L'accompagnement, intégralement financé par VIVA Lab, est assuré par des partenaires référencés sur le territoire (living labs, incubateurs, clusters, cabinets d'experts du domaine...). Il articule différentes dimensions : business plan, études d'usages, stratégie commerciale, accompagnement au processus de levée de fonds, subvention éventuelle, et bien d'autres, en fonction des besoins et de la maturité du projet soutenu. Les porteurs de projet peuvent entrer en contact directement avec le pôle VIVA Lab via son site internet : <http://www.vivalab.fr>

9 Information sur la protection des données personnelles

Les informations concernant le porteur sont collectées par le Département ou territoire émetteur du cahier des charges, responsable de traitement, dans le cadre de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) pour la gestion des relations avec les opérateurs d'actions collectives comprenant :

- l'appel à projets ;
- l'instruction des dossiers ;
- la notification des décisions de refus ou d'attribution de subvention ;
- le paiement des subventions ;
- la correspondance avec les opérateurs.

Conformément à la loi n°78-17 et au règlement (UE) 2016/679, le porteur a un droit d'accès, de rectification de ses données ainsi que d'un droit de limitation et d'opposition de leur traitement, dans les conditions prévues par ces textes. Le porteur peut exercer ses droits en contactant le Délégué à la protection des données par courrier (9 place du Général de Gaulle CS 42 371 22023 Saint-Brieuc cedex 1).

Si le porteur estime, après avoir contacté le Département, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, le porteur peut adresser une réclamation à la CNIL. La notice d'information complète relative à ce traitement est à disposition du porteur sur demande auprès de dpd@cotesdarmor.fr.

www.cnsa.fr   

www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr

www.monparcourshandicap.gouv.fr



CNSA
66, avenue du Maine – 75682 Paris cedex 14
Tél. : 01 53 91 28 00 – contact@cnsa.fr


Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie


service public
de l'autonomie